

Jean-Paul Chabert

De: Jean-Paul Chabert [Jean-Paul.Chabert@wanadoo.fr]
Envoyé: lundi 14 mars 2005 07:11
À: Hachemi Ben Fredj
Objet: Noureddine

Qu'en penses-tu ?
Merci d'accuser réception.

JPC

=====

=====

Hommage à Noureddine Ben Kheder

Noureddine aimait le débat. C'était un ravissement que de tourner et retourner avec lui des arguments et des faits *embrassant le monde entier.*

Il savait faire goûter la richesse de la culture arabe tunisienne, du Nord au Sud, des écrits aux musiques, jusqu'à celle de l'académie de maalouf qu'il fréquentait assidûment dans les années 60 de notre rencontre.

Noureddine aimait profondément son pays. Il savait le prendre à bras le corps pour le connaître toujours mieux dans le moindre recoin. Un exemple en témoigne, pour moi, avec éclat. C'était avant le grand procès de 1968. Noureddine est arrêté et longuement interrogé à la Sûreté. Peu de temps après, dans la rue, il croise un jeune policier qui s'était occupé de lui à la Sûreté. Ils se saluent, bavardent. Le jeune policier lui dit qu'il souhaite qu'il vienne à son prochain mariage. Sans hésiter, Noureddine accepte. Voilà jusqu'où pouvait se nicher sa disponibilité, sa curiosité, son ouverture.

Jean-Paul Chabert
Mars 2005

=====

=====

Ceremonie du 40^e Vendredi 25/03 -



NOUREDDINE BEN KHEDER n'est plus !

By Yahyaoui
 Posted Saturday, February 12, 2005 on *Journal de la démocratie*
 Discussion: Welcome

NOUREDDINE BEN KHEDER n'est plus !

NOUREDDINE BEN KHEDER dirigeant de la Gauche Tunisienne des années 60/70, Image de proue du mouvement estudiantin tunisien des années 70 engagé politiquement comme cofondateur du mouvement contestataire « Perspectives » en 1963 au moments les plus noirs de la pensée unique et du parti unique dont les séquelles continuent à traumatiser notre pays. il à connu la prison la torture et l'exil et fini dans l'exclusion. Sa dernière apparition pour soutenir l'initiative démocratique qui commence à se dessiner comme un nouveau projet pour unir la gauche en Tunisie malgré la maladie démontre qu'il n'a rien renier de son engagement pour l'action en faveur de la justice sociale dans son pays.

NOUREDDINE BEN KHEDER est décédé le 10 février 2005 des suites d'une longue maladie. Son entretien avec Michel Camau et Vincent Geisser, Tunis, avril 2002, publiait dans l'ouvrage *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*, Paris, Karthala, 2004 constitue un élément qui peut cerner les contours du personnage, son histoire et ses idées. Son décès après celui d'Ahmed Othmani en début de décembre dernier constitue le début d'expiration d'une génération qui s'éteint.

Entretien avec M. Nouredine Ben Khidher

- Avant d'aborder votre parcours politique, pourriez-vous nous parler de vos origines familiales ?

Je suis issu d'une famille semi-féodale du sud tunisien. Mon grand père paternel gérait un patrimoine immobilier et agricole important accumulé au dépens de ses « associés » nomades. Il exerçait, par ailleurs, les fonctions de cheikh, fonction administrative qui le liait étroitement tant aux autorités beylicales que coloniales.

Mon père, gauchiste avant la lettre, a récusé les avantages que pouvait lui procurer la situation de la branche riche des Khader, pour s'installer avec sa famille dans la partie basse et pauvre de notre village. Il a eu le Certificat d'études primaires, ce qui n'était pas évident pour l'époque et la région, et a même profité de quelques années d'études secondaires. Cela en fit le principal « intellectuel du village ». J'en ai hérité une initiation précoce à la langue française et une familiarité tout à fait insolite avec les oeuvres des grands maîtres de la littérature classique, ainsi que de la bande dessinée, fournies en abondance par les liasses de rébus qui servaient, dans l'épicerie que tenait mon père, de papier d'emballage.

Mon père était nationaliste fervent et cadre actif du Néo-Destour. Il a pris part d'une façon très conséquente à la phase armée de la lutte nationale, ainsi que mon oncle maternel d'ailleurs. La question palestinienne l'interpellait très fort. Lors du schisme qui a traversé le pays au moment des négociations avec la France sur les conditions de l'indépendance, il a choisi le camp de Ben Youssef. Bourguiba, conscient de son rayonnement dans la région, a décidé de l'éliminer et un commando l'a assassiné au vu et au su de tout le monde un jour de novembre 1956. Quelques jours avant son assassinat, j'ai eu l'occasion de lui dire que je ne partageais pas ses choix politiques et que le discours de Bourguiba m'était plus proche.

Comme la plupart des élèves de ma génération, je me sentais en phase avec le Destour et ses revendications. La notion de sacrifice ne me répugnait pas. Mal m'en prit car cela se traduisit par une sanction très négative sur la suite de mes études : l'exclusion, à l'âge de quatorze ans, du lycée de Tunis où j'ai été admis par miracle.

En 1958, je suis parti en France pour suivre des soins médicaux dans un sanatorium. Outre les Français, il y avait des communautés plus ou moins importantes d'élèves venant de diverses colonies. Mes préférences allèrent au groupe des Algériens, dont la cause me paraissait plus urgente et l'argumentation plus forte intellectuellement.

• **Et dans quelles circonstances a été créé le Groupe d'étude et d'action socialistes tunisien (GEAST), dit Perspectives ?**

Le mouvement Perspectives a été créé à Paris en 1963. C'est une émanation directe des débats au sein de l'UGET[1]. Dans la section de Paris, il y avait deux tendances dominantes de gauche, les communistes du PCT [2] et les trotskistes, plus quelques nationalistes arabes. C'étaient les formations les plus actives. Parallèlement, il y avait des éléments indépendants qui luttaient contre l'hégémonie du Destour [3]. En fait, Perspectives est né du refus de l'appropriation de la section syndicale par ces deux tendances (les communistes et les trotskistes), de cette volonté de distanciation avec les deux grands courants politiques de l'UGET. Perspectives, ce sont des indépendants qui disaient n'avoir d'allégeance que pour la Tunisie. Le noyau des indépendants comprenait aussi quelques communistes et quelques trotskistes en rupture de banc. Pour nous, les indépendants, seul nous motivaient les échos plutôt pessimistes qui nous parvenaient du pays et les mésaventures de l'après indépendance dont on percevait de plus en plus la gravité.

• **Vous vous qualifiez d'« indépendants » ?**

Je ne sais plus si le terme « indépendants » était utilisé à l'époque mais je pense que oui. Avant de fonder Perspectives, le premier texte que nous avons produit consistait en une invite pressante pour la communauté étudiante tunisienne à s'intéresser à ce qui se passe dans le pays. À chaque fois qu'un événement grave survenait en Tunisie, nous appelions à un rassemblement au 115 boulevard Saint-Michel. L'on tenait des assemblées générales où il y avait environ 200 à 300 étudiants. C'était énorme à l'époque.

• **Qu'est-ce qui vous différençait au sein de l'UGET-Paris de ces deux courants dominants ?**

Ce que qui nous différençait des « communistes » et des trotskistes, c'est qu'ils étaient plus marqués que nous par les pratiques de groupes politiques organisés et qu'ils avaient des choix idéologiques très arrêtés. Nous, nous voulions coller à la Tunisie. Les débats idéologiques au sein de l'UGET ne nous concernaient pas. Nous étions des patriotes attachés à notre terre. Jamais, je n'aurais voulu ne pas rentrer en Tunisie. Notre premier texte exprime d'ailleurs cette volonté de délaissier les idéologies étrangères pour nous mettre au service exclusif de notre patrie. Au départ, le groupe fondateur était composé de Ahmed Smaoui, Hachemi Jegham, Mohammed Charfi, Mohammed Mahfoud Khémais Chamari, Hasssen Ouardani, Abdelhamid Mezghenni et moi-même. Notre premier support a été le bulletin de la section de l'UGET-Paris (El Ittihad). Nous nous y exercions à la rédaction et y développions un discours rassembleur sur le registre : la Tunisie, c'est le commun dénominateur, c'est l'intérêt de la Tunisie qui doit seul faire l'objet de notre attention, etc.

• **Et, vous personnellement, par quels courants de pensée avez-vous été influencé ?**

J'ai beaucoup été influencé par l'existentialisme de Sartre. Cela a correspondu sans doute à des dispositions personnelles à concevoir la responsabilité de l'être humain comme un fait majeur. La pensée sartrienne m'interpellait, dans la mesure où elle reposait sur l'idée que chacun de nous est responsable et de lui-même et de ce qu'il y a autour de lui, qu'il n'y a pas de possibilité de se mentir, de se trouver des alibis pour ne pas s'engager, que ce soit dans la vie personnelle ou dans la vie collective. À Paris, je fréquentais beaucoup l'entourage de Sartre à Saint-Germain, je lisais la revue Les Temps Modernes. Je le voyais en personne, car il était accessible, il se produisait devant des auditoires d'étudiants, notamment d'étudiants maghrébins. Je savais qu'il sympathisait avec Kateb Yacine [4] et cela me le rendait encore plus proche. La polémique avec le Parti communiste [5] m'interpellait aussi : elle me paraissait porteuse de richesse. Cet homme engagé qui contestait ce qu'il

- ▶ Who d
blogge
- ▶ A Wor
- ▶ Blogge
- ▶ What's
Welfar
- ▶ Destruc
Bloggi
- ▶ Textba
- ▶ ANC
- ▶ WB 4.!
- ▶ Where
More...

Top Joel

- ▶ Debbie
photos
- ▶ Skinni
with W
- ▶ Custor
desktc
- ▶ Multipl
- ▶ Didn't
was b:
- More...

Featured

- ▶ Desktc
- ▶ The cc
- ▶ Entert
better
- ▶ iTrip r
- ▶ I think
span
- More...

Joe's Top

- ▶ 1: The
Geeks
- ▶ 2: Opi
- ▶ 3: If it
said it
- ▶ 4: gide
- ▶ 5: Life
Wife...
- ▶ 6: Rar
mind
- ▶ 7: Skil
- ▶ 8: Silv
- ▶ 9: Jarr
- ▶ 10: Le
More...

y avait de totalitaire dans la pensée marxiste me paraissait intéressant, alors qu'à l'époque, je n'avais pas lu une seule ligne de Marx.

C'est plus tard, que j'ai commencé à découvrir le marxisme à travers les citations de Sartre. J'ai commencé à lire les ouvrages de Rosa Luxembourg, de Jaurès et tout ce qui pouvait paraître aux éditions Maspéro. Mais Marx et Lénine, je ne les ai lu qu'après mon retour à Tunis. Les deux livres qui m'ont le plus marqué étaient Le Manifeste du parti communiste et Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte.

J'ai été aussi influencé par les milieux militants algériens, parce qu'ils avaient un discours tiers-mondiste sur l'industrialisation, l'agriculture, la réforme agraire... Je me rappelle que je lisais régulièrement Révolution africaine et les papiers de Mohamed Harbi [6] que je n'ai d'ailleurs jamais rencontré. J'ai été marqué également par le leader marocain Mehdi Ben Barka qui est venu à plusieurs reprises nous rencontrer au 115 boulevard Saint-Michel : son discours me plaisait. Il faut dire que les débats idéologiques sur le Maghreb me concernaient beaucoup.

• Au début du groupe Perspectives, quels étaient vos objectifs et vos motivations ?

Les premiers temps, notre objectif était de continuer à mobiliser, continuer à faire en sorte que les positions de gauche soient incluses dans les résolutions de l'UGET. La deuxième chose, c'était de débattre chaque fois qu'on le pouvait au sein de la section de Paris et ceci malgré nos divergences, malgré nos différends. Quand la revue a été lancée nous avions pour objectif premier de réaliser les études les plus approfondies et les mieux rédigées possible, sa diffusion la plus large possible et la participation la plus assidue possible à la vie de la section parisienne de l'UGET afin de gagner la partie.

• Quel type de relations entreteniez-vous avec le parti (Néo-Destour) et le pouvoir ?

La période de Mohamed Sayah à la tête de l'UGET [7] a correspondu à une reprise en mains par le Néo-Destour. Il se manifestait une certaine violence comme le vol des urnes par des responsables destouriens. C'était la période de normalisation syndicale. Il est vrai que l'UGET était un vivier pour l'État, d'où une course à l'allégeance à l'égard de Bourguiba. Mais, à ma connaissance, aucun d'entre nous [fondateurs de Perspectives] n'a été concerné par le militantisme au sein du Néo-Destour après l'indépendance. Il faut dire que nous étions à Paris et que nous étions donc plus sensibles à l'internationalisme et moins soumis aux directives d'un chef. De plus, par nos parents restés au pays, nous commençons à entendre parler des difficultés qui surgissaient. De plus en plus nous prenions conscience du fait que l'indépendance n'était pas le paradis qu'on nous promettait. Personnellement, je n'étais pas anti-destourien, mais force est de constater que le Néo-Destour était le tremplin idéal pour les promotions sociales et politiques. Je regrette de le dire, mais je ne connais personne parmi les Destouriens qui ait marqué intellectuellement son époque, je ne vois pas qui parmi eux est devenu un grand cinéaste, un grand romancier, ou un grand philosophe.

• Mustapha Ben Jaafar [8], l'un des anciens dirigeants étudiants proches du Néo-Destour, nous a pourtant affirmé que, malgré vos différends, il régnait une certaine convivialité au sein de l'UGET-Paris ?

Cela est tout à fait vrai. Tant que les Destouriens n'en étaient pas arrivés à la violence, il régnait effectivement une certaine convivialité au sein de l'UGET-Paris. Aux congrès de l'organisation syndicale, personne ne trouvait à redire au fait que la majorité soit destourienne. De leur côté les Destouriens acceptaient le dialogue avec les opposants de gauche voire admettaient certains des amendements proposés par les représentants de cette dernière quand il fallait voter les résolutions du congrès. Il est vrai que la minorité avait beaucoup de choses à dire sur tout. Ce n'était pas la guerre, comme chez les étudiants algériens, certes, mais avec le temps, l'ambiance a commencé à se dégrader au sein de l'UGET, du fait que la majorité des étudiants destouriens était de plus en plus favorable à la répression. Bien sûr, il est facile aujourd'hui pour tel ou tel des protagonistes destouriens de l'époque d'insister sur ses qualités démocratiques précoces. Mais j'espère que des débats ouverts pourront un jour s'organiser pour que la vérité sur les uns et les autres soit établie avec le plus de rigueur et de loyauté possible.

Joe's Top

- ▶ 1: Dra
- ▶ 2: dha
- ▶ 3: Tex
- ▶ 4: littl
- ▶ 5: Gid
- ▶ 6: mig
- ▶ 7: Muç
- ▶ 8: Bak
- ▶ 9: ste
- ▶ 10: gr

[More...](#)

Newest I

- ▶ jasonc
- ▶ wiesse
- ▶ slowm
- ▶ zeitgei
- ▶ slacke

[More...](#)

JoeUser

- ▶ 1: goo
- ▶ 2: yah
- ▶ 3: aol.
- ▶ 4: Wir
- ▶ 5: xptl
- ▶ 6: my
- ▶ 7: my (5471:
- ▶ 8: con
- ▶ 9: cnn
- ▶ 10: th (2939:

[More...](#)

Today's

- ▶ Wome have r
- ▶ Multipl
- ▶ All me nice gi
- ▶ Desktc 2004(:
- ▶ www.s (3)

[Referrals](#)

Top 10 R

- ▶ 1: goo

[More...](#)

• **Lorsqu'ils se rendaient à Paris, les dirigeants destouriens avaient l'habitude de rencontrer les étudiants tunisiens. Pouvez-vous évoquer ces rencontres ?**

Oui, je me souviens notamment de la rencontre avec Ahmed Ben Salah [9]. Je crois que c'était en 1962. Il avait accepté d'affronter l'ensemble des étudiants. Mais je ne me rappelle pas qu'il ait dit des choses qui auraient pu convaincre, ou nous apprivoiser par leurs qualités intellectuelles. À ma connaissance, Ben Salah avait été envoyé par Bourguiba pour contrecarrer ce raz de marée de jeunes contestataires. Il voulait nous convaincre que nous avons tort. Nous l'interpellions sur la démocratie, sur le programme de l'UGTT et nous lui posions cette question : est-ce que vous concevez que les gens puissent aller au paradis à coups de trique ? En fait, il n'a convaincu personne, ni sur les raisons de l'interdiction du Parti communiste ni sur le complot contre Bourguiba [décembre 1962]. Ben Salah répétait toujours, que c'était lui qui avait raison et que nous n'avions rien compris à rien.

• **Et dans quelles circonstances, avez-vous décidé votre retour en Tunisie ?**

J'ai décidé de rentrer au pays durant l'été 1964. L'opposition facile, bien au chaud dans un café parisien n'était pas de mon goût. J'étais intimement convaincu qu'il me fallait vite me décider pour l'une ou l'autre alternative : rentrer au pays et assumer les conséquences de mes choix aussi dangereuses qu'elles puissent être, ou abandonner les facilités des oppositions salonardes pour retourner à mes études volontairement interrompues, par exemple. Une anecdote piquante a précipité mes choix en faveur du retour. Un jour que j'étais assis sur un banc face au jardin du Luxembourg, un clochard assis à côté de moi m'a traité de sale bicot. C'était la première fois que cette insulte m'a concerné personnellement et directement, je l'ai pris très mal et j'ai décidé de rentrer immédiatement dans mon douar d'origine, là au moins où je pouvais tout subir sauf l'insulte de l'exclusion raciste.

C'est Khémais Chamari qui a trouvé le plus à redire sur ma décision. Il fallait, disait-il, d'abord consolider d'avantage ce que nous avons entrepris à Paris. J'ai fait la sourde oreille. J'ai été très content de savoir que Mohamed Charfi et sa femme Faouzia Rekik ainsi que Ahmed Smaoui avaient eux aussi décidé de mettre les voiles cet été-là.

• **Revenons sur vos motivations. Quels étaient vos objectifs de départ ? Vos projets se limitaient-ils au syndicalisme étudiant, à l'UGET ?**

Nos projets de départ consistaient en l'accumulation de connaissances objectives suffisantes sur la situation dans le pays qui autoriserait des prises de position motivées crédibles et loyales. Au départ, Perspectives était organisée en groupe d'étude. Plus précisément, nous avons mis en place quatre commissions : culture, agriculture, industrie et une autre, dont je ne me rappelle pas l'intitulé. Notre projet était de rassembler des documents qui alimenteraient le travail de ces commissions. L'intention de départ était clairement intellectuelle. Nous cherchions à analyser, à comprendre la société tunisienne. La critique majeure que nous adressions aux trotskistes et aux communistes, c'était l'absence de la Tunisie dans leurs préoccupations, en apparence du moins. Nous leur disions : mais où est la Tunisie dans vos analyses, on ne la voit pas ?

• **Sur quelles sources vous appuyiez-vous pour développer vos analyses ?**

Nous consultions les travaux universitaires et les thèses de doctorat de la Faculté de droit de Paris. La majorité des membres de Perspectives était universitaire en contact avec les sommités du droit et des sciences humaines. En ce qui me concerne, j'assistais aux conférences de Jacques Berque sur les structures du Maghreb. On lisait tous les grands auteurs tiers-mondistes de René Dumont à Tibor Mende en passant par Georges Despois etc., dont je retrouve, avec plaisir, aujourd'hui les livres chez les bouquinistes de Tunis. Nous lisions des monographies sur la Tunisie, qui paraissaient au PUF, comme par exemple l'étude de Paul Sebah sur Melassine [quartier populaire de Tunis].

• **Pouvez-vous nous décrire les débuts de l'implantation du mouvement Perspectives en Tunisie ?**

Notre mouvement a commencé à prendre en Tunisie entre 1964 et 1966 (année de la première arrestation). Ahmed Smaoui et moi, nous animions des débats, des présentations devant des petits groupes dans les chambres universitaires. Il n'y avait jamais plus de dix personnes. Oui, nous tenions



Ann

Pr
Die
Bo
reç
nal
As:
pai
www

Im
30
No
soc
imp
sig
www

en!
Un
pet
s'é
prc
www

Ke
ma
Co
idé
ad:
de
www

Search:

des réunions hebdomadaires dans les chambres universitaires. On impressionnait par notre courage. On n'avait peur de personne ! On discutait librement, on transgressait les interdits. On se réunissait pour débattre de tout dans les cafés de Tunis entre le boulevard du 9 avril (l'Université) et le Colisée (centre-ville). On rapportait une façon d'être de Paris. C'était une sorte de dolce vitae militante. Il y avait une présence féminine très forte dans notre groupe. Il y avait une atmosphère particulière de liberté : on se serait cru dans une ville de province française. Le journal Perspectives était imprimé en France et distribué clandestinement en Tunisie. À l'époque, le pouvoir ne faisait apparemment pas grand cas de notre style de vie. Nous n'avions pas vraiment conscience de la persécution. Cette période a duré de 1964 à 1966. Après, les déboires ont commencé : en 1966 (quelques jours de garde à vue), puis en juin 1967 et l'arrestation de Mohamed Ben Jennet, figure emblématique du mouvement, et surtout en mars 1968.

• **Vous parlez de « présence féminine ». Quelle était la place des femmes dans Perspectives ?**

Il n'y avait aucune réticence quant à la place des filles dans le mouvement. En 1961, quand j'ai « débarqué » au 115 du boulevard Saint-Michel, j'y ai vu des filles tunisiennes qui fréquentaient les cafés avec les garçons et manifestement sortaient avec eux. Cela m'a paru être la révélation la plus extraordinaire que je pouvais avoir. Ce côté agréable m'a incité à rester et à chercher à comprendre ce qui se passait. Après, au café « Gai Lussac », nous avons développé des rapports garçons-filles qui me paraissent aujourd'hui idylliques. Jamais, depuis, je n'ai vécu, en groupe, cette intensité de rapport entre les deux sexes et ce respect mutuel. Les filles n'étaient pas des compagnes de vie classiques, mais elles étaient d'abord nos compagnes d'idées, de convictions. C'était très important.

• **Il semblerait que Gilbert Naccache ait joué un rôle important dans l'implantation du mouvement Perspectives en Tunisie. Pourriez-vous nous décrire son itinéraire ? Etait-il trotskiste ?**

Oui, Gilbert Naccache « Papi » pour les intimes, était trotskiste. Il était contre l'exil à l'étranger et reprochait aux trotskistes de Paris d'être trop bureaucratisés, d'être trop déconnectés par rapport à la réalité tunisienne. Il estimait qu'ils étaient embourbés dans leurs débats idéologiques et pas du tout concernés par l'évolution du mouvement à Tunis. Il était ingénieur agronome. C'était un garçon brillant qui avait terminé ses études avant nous. Il a choisi de rentrer en Tunisie l'année même où sa mère et ses sœurs quittaient le pays, comme une bonne partie de la communauté juive d'ailleurs [10]. Il ne voyait pas d'autre espace de vie que la Tunisie, et même aujourd'hui, il est blessé quand on lui pose la question : mais pourquoi tu es resté en Tunisie avec toutes ces difficultés ? Il n'accepte pas ce discours et je lui sais toujours gré de cet attachement. À l'époque, il était détaché par le ministère de l'Agriculture auprès de la FAO. Il a eu beaucoup de problèmes avec sa direction : il n'était pas d'accord avec les méthodes de développement appliquées en Tunisie. Il pensait qu'elles ne s'intéressaient pas suffisamment aux régions défavorisées. Manifestement, il était déjà en contact avec le syndicat de l'agriculture de l'UGTT.

• **Et vous précisément quelles étaient vos relations avec Gilbert Naccache ?**

Quand je suis rentré définitivement en Tunisie, c'est lui qui m'a hébergé. Il avait un grand appartement. J'y avais une chambre et nous vivions une vie de célibataires. Grâce au compagnonnage de Naccache, j'ai pu sans trop de difficulté me réacclimater à la Tunisie. J'ai pu continuer à m'enrichir sur le plan intellectuel car on avait les mêmes lectures. On lisait Le Monde, Le Nouvel Observateur, on achetait des livres et on en discutait.

Il était trotskiste et était le plus jeune de son groupe. Il a essayé de convaincre ses camarades trotskistes de nous rejoindre. Ils y ont mis du temps. Lui même a pris le temps suffisant pour nous voir à l'œuvre et se convaincre du bien fondé de nos pratiques. Lorsqu'il en a été convaincu, il s'est donné corps et âme au groupe. Jamais militant n'a été aussi généreux et aussi intrépide que lui.

• **Il existe une polémique autour du fait que Naccache soit devenu rapidement un dirigeant, alors qu'il était l'un des derniers arrivés. Son adhésion à Perspectives a-t-elle modifié les objectifs de votre mouvement ?**

Je crains que cette polémique ne couvre que très mal des instincts douteux. Papi a permis à de

nombreux camarades qui rentraient de Paris de se « réaclimater » à la Tunisie. Il a aussi contribué à maintenir une certaine modernité dans le mouvement. De 1964 à 1966, tout le groupe rentré de Paris, sans exception, entretenait avec lui les relations les plus étroites et les plus amicales. Contrairement à ce que j'entends dire parfois, mes rapports avec Papi n'étaient pas fait de domination de l'un par l'autre. Papi est venu sincèrement et loyalement à Perspectives, il l'a servi de son mieux. Beaucoup mieux, en tout cas que ceux qui aujourd'hui, pour se dédouaner, croient intelligent de charger le minoritaire par qui toujours le scandale arrive, quand on veut aller par le chemin le plus court au secours de la victoire.

• **C'était la période maoïste de l'histoire de Perspectives ?**

Non, bien avant. Papi n'est pas l'initiateur du maoïsme dans le groupe. Dès notre arrivée de Paris, nous cherchions à gagner la sympathie des meilleurs. Naccache en était un. Lorsqu'il a rejoint le groupe, il était naturel qu'il y joue les premiers rôles. Notre direction n'était pas une direction centralisée fermée sur elle même et jalouse de ses prérogatives. Toute personne disponible et manifestant des qualités réelles était très vite adoptée. C'est ainsi que cela s'est passé pour Naccache comme pour d'autres.

• **Mais en dehors des milieux étudiants et universitaires, développiez-vous des actions dans d'autres secteurs sociaux ?**

Oui, nous développons des actions en direction de l'UGTT. C'est Papi qui nous a fait prendre conscience de l'importance de l'UGTT. Certains comme lui et Rachid Bellalouna ont très vite compris que l'UGTT était un lieu tout aussi essentiel que l'UGET, dans la mesure où certains d'entre nous étaient déjà dans la vie active et pouvaient donc militer dans le syndicat des travailleurs. Je sais que beaucoup de professeurs perspectivistes sont allés à Kairouan pour participer à une réunion syndicale et cette participation a été remarquée. En tout cas, nous développons simultanément des actions dans les deux structures syndicales. Il fallait surtout convaincre les étudiants que l'UGET était un lieu privilégié de débats, chose qui leur était totalement étrangère car ils pensaient que l'UGET était synonyme de Destour, et qu'il était infecté de policiers. Ils estimaient que l'UGET ne servait à rien. À travers l'exemple de nos actions menées au sein de la section de l'UGET-Paris, nous cherchions à leur prouver le contraire.

• **Vous avez aussi développé une stratégie de l'entrisme ?**

Non, jamais .Cela aurait pu être le cas tant la stratégie de l'entrisme pouvait se justifier par les conditions difficiles du militantisme indépendant à cette époque. Mais cette stratégie n'a jamais été développée ni par la direction de Perspectives, ni ses militants. La confusion est née d'une opinion libre rédigé par Naccache et parue dans l'un des numéros de la revue suivie par une réponse rédigée par un militant de Paris. Jamais débat collectif n'a été organisé dans les structures du groupe autour de cette stratégie.

• **Mais fondamentalement vous étiez dans la lignée bourguibienne, pas le Bourguiba du pouvoir quotidien, mais le Bourguiba du projet moderne, de construction nationale et étatique ?**

Aujourd'hui, je ne dirais pas le contraire. À l'époque, nous croyions que nous étions dans l'opposition radicale à Bourguiba. Il était pour nous le « Comédien suprême »[11]. En fait, nous adhérons complètement à l'idéologie positiviste et moderniste de Bourguiba. Nous étions ses enfants illégitimes. Ce qui nous opposait véritablement à lui c'était la question de l'impérialisme. Nous considérons que les positions officielles de la Tunisie sur le Vietnam et Cuba, entre autres, étaient des plus réactionnaires. On critiquait également le « pouvoir personnel ». Nous relisions toujours l'éditorial d'Afrique Action de 1961 qui dénonçait le pouvoir personnel [12]. Mais à l'époque, c'est vrai, notre pensée n'était pas encore dominée par les catégories marxistes. Nous ne parlions pas encore de prolétariat, de parti du prolétariat. Nous ne croyions pas à la nécessité d'une lutte violente contre la bourgeoisie. Nous cherchions à organiser notre travail en commissions d'étude, à écrire des articles pour notre revue. Nous débattions du contenu des revues théoriques qui paraissaient à l'époque. À l'époque, il faut avouer également qu'il n'y avait pas de pressions policières qui nous empêchait de manifester nos opinions. Sur les questions importantes de la femme, de l'enseignement, de la Palestine, par exemple,

nous étions assez favorables aux positions de Bourguiba. En 1965, au plus fort du conflit Bourguiba-Nasser, je me souviens que nous étions collectivement sur les positions du premier. Nous avons surtout été attaqués quand, en 1967, nous avons développé dans notre fameuse « Brochure jaune » nos positions sur la Palestine. Nous étions la bête noire des nationalistes et des socialistes arabes car nous étions favorables à un État fédéral en Palestine.

• **À l'époque, avant 1967, vous vous situiez finalement dans le sillage du réformisme tunisien. Le régime ne semblait pas s'inquiéter outre mesure. D'ailleurs il paraît que Bourguiba lisait votre revue Perspectives ?**

Oui, il est connu qu'à l'issue de chaque congrès de l'UGET, Bourguiba avait toujours l'habitude de recevoir la nouvelle commission administrative, majoritairement destourienne. En 1965, on m'a rapporté qu'il avait fortement pris à partie ces hôtes au sujet de la faiblesse de leurs écrits comparés à ceux qui paraissaient dans notre revue. Comment expliquer, leur aurait-il demandé, qu'avec tous les moyens mis à votre disposition par le Parti et l'État vous rédigez des choses aussi nulles, alors qu'avec leurs moyens limités, les gens de Perspectives, peuvent produire des écrits aussi denses et aussi documentés ? Ce fait m'a été relaté par le patron de la Direction de la Sécurité de l'État (DSE) lors de notre arrestation en 1968.

• **Venons en maintenant à la période maoïste de l'histoire de Perspectives. Certains, comme Mohamed Charfi, parlent d'ailleurs de « dérive maoïste ». Ils accusent notamment le coopérant français, Jean-Paul Chabert, de vous avoir manipulés. Que pensez-vous de cette version ?**

Je suis d'accord avec Charfi sur l'évolution maoïste de Perspectives mais, en revanche, je ne peux pas le suivre sur la thèse de la manipulation. Comme je vous l'ai dit au sujet de Gilbert Naccache, je trouve trop facile de rejeter la responsabilité de ses actes sur les autres surtout quand il s'agit d'étranger ou de minoritaire. C'est trop facile, voire suspect. Le maoïsme était un phénomène universel, comme le marxisme d'ailleurs. Il aurait été anormal qu'une génération de jeunes tunisiens, aussi à l'écoute du monde ne cherche pas à être en phase avec les concepts et les idées dominants du moment. Je continue à revendiquer aujourd'hui cette « dérive » comme l'un des moments forts de mon investissement personnel, de ma culture et de mon équilibre psychique. C'était une adhésion à un grand rêve universel. Ce qui importe pour moi, c'est que l'on a été porté par ce rajeunissement de la pensée marxiste dans son aspect dynamique. Nous étions sensibles au discours de la Révolution culturelle. C'était un discours qui appelait à la révolte, au droit à la révolte, un discours qui affirmait que l'on pouvait déplacer des montagnes. Voilà à quoi se résume notre engagement maoïste.

• **Ce n'est donc pas le côté « Gardes rouges » qui vous attirait dans le maoïsme ?**

La meilleure preuve, c'est que l'on ne s'est jamais organisé en « Gardes rouges ». Nous n'avons mis en œuvre ni séances de sports, ni arts martiaux. Pour nous, le maoïsme, c'était la révolution culturelle ! C'est parce qu'elle était « culturelle », qu'elle a produit une résonance dans nos esprits. Ce n'était pas J.-P. Chabert, coopérant français qui avait une profonde sympathie pour la Tunisie et son élite, qui était le principal « déclencheur » : c'était la situation tunisienne qui appelait cette jeunesse à être active. Et qu'a-t-elle trouvé sur le marché de l'idéologie de l'époque ? La Révolution culturelle ou le nationalisme arabe. Nous avons choisi la Révolution culturelle, et plus particulièrement son aspect festif. Mais nous ne nous sommes jamais organisés dans le but de nous emparer du pouvoir par la violence.

• **Et vous continuiez toujours à vous revendiquer de la démocratie ou est-ce que vous la considérez comme une notion bourgeoise ?**

En février 1968, nous avons rédigé et distribué très largement un tract-pamphlet contre Ahmed Mestiri, l'accusant d'être un faux démocrate et soutenant que seule la destruction de l'État bourgeois ouvrirait la voix à la vraie démocratie. Aujourd'hui, je tiens cette thèse pour très contestable et j'aurais souhaité qu'on ne l'ait pas soutenue (je vous fais signaler en passant qu'il s'agit là d'une thèse léniniste et non maoïste). Toujours est-il, que c'est à cette époque que nous avons voulu faire la jonction avec la classe ouvrière C'est à cette époque aussi que nous avons lancé El Amel el tounsi [13], une publication rédigée en tunisien et destinée aux travailleurs. Nous publions des lettres et des

poèmes, principalement d'émigrés tunisiens en France. Nous allions chercher les ouvriers dans les usines. La revue Perspectives s'est transformée : d'une revue intellectuelle, elle est devenue un journal de propagande. Nos articles étaient de moins en moins théoriques. Sur ce changement de ligne, et autant que ma mémoire me soit fidèle, je témoigne que je n'ai souvenir d'aucune opposition caractérisée. Je veux dire par là qu'aucun militant n'a jamais soumis, ni à la base ni aux instances dirigeantes un texte solidement argumenté remettant en cause la ligne qui prévalait et attirant l'attention sur ses dangers. La polémique viendra plus tard violente, destructrice mais en prison entre quatre murs. J'espère que les archives du mouvement deviendront un jour accessibles pour aider à la connaissance de la vérité.

• **Pour revenir à la phase chinoise de Perspectives, ne peut-on pas émettre l'hypothèse d'une manipulation de l'ambassade de Chine à Tunis ?**

Non, je ne pense pas que cette idée de manipulation soit pertinente. Je tiens à rappeler que c'est nous qui avons pris l'initiative de contacter l'ambassade de Chine, et non le contraire. D'ailleurs, j'avais très peur au moment de notre procès que ce fait soit retenu comme pièce à charge, à savoir : la possession d'une littérature diffusée par l'ambassade chinoise et surtout une machine à écrire qu'elle nous avait gracieusement offerte. Nous étions dans l'inconscience complète.

• **Est-ce que l'on peut dire que vous étiez libertaires à l'image des libertaires des années soixante ? Libertaires par rapport au style de vie, à la croyance en l'autonomie de l'individu ?**

C'est certain, nous n'avions rien du puritanisme des « Gardes rouges ». Nous étions des jouisseurs. Nous aimions la vie. Nous aimions sortir. Lors de notre passage à Paris, nous avons fait l'apprentissage de la liberté et de l'amour des belles choses. Le contexte avait changé à la fin des années soixante. L'université drainait désormais des étudiants qui n'avaient pas grand chose à voir avec notre façon d'être. Ils étaient moins portés sur l'intellect et davantage sur l'action et l'investissement physique. Ces nouveaux perspectivistes étaient l'expression de la Tunisie profonde.

• **Venons en maintenant à la question de la répression. Comment expliquez-vous cette attitude très ferme du pouvoir alors que vous ne représentiez pas un réel danger pour la sécurité de l'État ?**

Nous avons dû l'affoler, parce que, pendant la période de février-mars 1968, nous avons développé une politique d'agitation comme sans doute peu de groupes savent le faire. Nous avons appris à manipuler ce que l'on appelle la « rumeur vietnamienne », c'est-à-dire à fabriquer nous mêmes nos supports d'agitation. Nos tracts, toujours rédigés en français, étaient diffusés à grande échelle par des groupes qui s'investissaient la nuit. Nos graffitis qui s'épalaient sur les murs des faubourgs et sur les bus mobilisaient flics, employés de municipalités et miliciens du parti pour les effacer... C'est aussi à cette période que nous avons appelé aux grands rassemblements à l'université. Des assemblées générales libres regroupaient des centaines, voire des milliers d'étudiants. C'en était probablement trop pour un régime habitué à l'autosatisfaction et la fiction de l'adhésion unanime de la population.

• **À ce moment là précis de votre évolution (1967-1968), quels étaient vos objectifs ? Vous souhaitiez renverser le pouvoir ?**

Jamais nous n'avons songé à quelque chose de pareil. On veut absolument nous ramener à des catégories préétablies mais je crois que Perspectives ne répond pas à ces canons-là. Nous avons sans doute constitué la première manifestation forte du refus de la société tunisienne de prendre pour de l'argent comptant les discours souvent fait de mensonges et de fausses promesses. Nous étions l'expression d'une société qui n'avait plus pour souci l'indépendance par rapport à l'étranger mais la revendication du droit à l'autonomie du citoyen par rapport aux dictats de l'État. Bien sûr des formules à l'emporte pièce ont du exister, des dépassements verbaux ont du piquer au vif tel ou tel responsable incriminé. Mais fallait-il pour cela confondre les signes de l'affirmation forte de désir de citoyenneté libre avec la volonté de prise de pouvoir et la condamnation à des dizaines d'années de baigne pour complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État.

• **Au moment de votre procès, en 1968, il y avait déjà deux groupes bien distincts au sein de**

• **En prison, continuiez-vous à avoir des activités politiques ? Les clivages entre vous persistaient ?**

Plus qu'à nulle autre période, la vie en prison a donné lieu à des débats idéologiques passionnés et virulents. Les lectures essentielles étaient constituées des oeuvres de Marx, Lénine et Mao. Les démarcations portaient sur la caractérisation de la nature de la prochaine révolution en Tunisie : socialiste façon Lénine, ou démocratique bourgeoise façon Mao. Les débats faisaient aussi rage sur les tâches de l'heure : devaient-elles être de propagande ou d'agitation ? La question palestinienne et les thèses hardies du groupe, développées dans la fameuse « Brochure jaune », continuaient à alimenter les polémiques entre nous et les nationalistes arabes, compagnons de prison pour un moment. Et cela sans parler de la tactique la plus appropriée à suivre face à nos geôliers pour adoucir les conditions difficiles qui étaient les nôtres. Durant les longues années de prison qui ont duré de 1968 à 1979, deux observations importantes méritent d'être faites. Premièrement, d'apparence fécondes, ces luttes idéologiques et ces polémiques développées en prison et en l'absence de tout contact avec la réalité se fossilisaient de plus en plus et se ramenaient à des querelles de glossateurs. Chacun finalement défendait une religion avec son livre saint. Deuxièmement, les fondateurs de Perspectives et la façon d'être et de penser qu'ils ont imprimé au Groupe façon originale, étaient de plus en plus minoritaires, de plus en plus persécutés. L'air du temps était revenu au nationalisme arabe, à la solidarité interarabe avec ses dérives réductrices et ses méthodes violentes dans la résolution des conflits.

À partir de 1972 et surtout de 1974, nous avons assisté à l'irruption d'une nouvelle génération de militants dont les conceptions du monde et de la vie étaient aux antipodes des nôtres. Adieu transgressions des interdits et internationalisme fervent, bonjour le rigorisme moral et les référents identitaires fossilisés et réducteurs. Tout et pêle-mêle nous était reproché : notre culture francophone, nos libertés par rapport aux traditions... Certains allaient jusqu'à appeler au jeûne de ramadan pour ne pas choquer... les détenus de droit commun ! D'autres tenaient en les tablettes de chocolat ou les boîtes de fromage que nous envoyaient nos parents ou nos amis la preuve irréfutable de notre embourgeoisement. L'un d'eux a été jusqu'à traiter Naccache de juif.

À eux tous ici et à tous les autres, mes salutations sincères et ma fierté d'avoir été leur compagnon sur ce chemin si cafouilleux et si plein d'embûches qui mène à l'affirmation de soi et à la joie de faire partie de ceux et celles qui, à leur corps défendant, auront essayé d'accomplir leurs devoirs d'homme et de citoyen.

• **Aujourd'hui, une partie de tous ces militants que vous évoquez n'a plus aucune activité politique. L'autoritarisme demeure pourtant. Vous avez été quasiment condamné à mort. Que s'est-il passé pour que se produise cette rupture par rapport à l'espace de votre engagement politique ?**

D'abord, et c'est humain, la répression a été tellement dure, tellement violente, qu'elle a laminé bien des énergies, émoussé bien des volontés. Ensuite, et là encore c'est compréhensible, l'âge, les contraintes familiales réduisent la disponibilité des hommes et des femmes au sacrifice et à l'abnégation.

Mais là n'est peut-être pas le fondamental. Beaucoup des acteurs de l'époque 1968 ont pris conscience que la lutte a changé de camp et de nature. La politique en tant que niveau privilégié dans la vie des sociétés les convainc moins qu'avant. Ils sont plus perméables aux grandes idées des droits de l'homme ainsi que les grandes questions interpellant la globalisation et ses effets néfastes. Surtout beaucoup d'entre eux pensent qu'aujourd'hui, en Tunisie, l'essentiel des efforts des intellectuels doit porter sur le niveau culturel. Ils pensent qu'il ne peut y avoir de politique différente sans alternative culturelle et, pour peu que l'observateur soit curieux, il observera aisément que des domaines aussi cruciaux que le cinéma, le théâtre, l'édition ou le journalisme sont les lieux de prédilection des meilleurs de la génération de 1968. Ils y font peut-être œuvre médiatiquement moins visible, mais certainement à terme politiquement plus efficace.

[1]. Union générale des étudiants de Tunisie créé en 1952.

[2]. Parti communiste tunisien créé en 1920.

[3]. N. Ben Khedder fait référence au parti au pouvoir, le Néo-Destour qui deviendra, en 1964, le Parti socialiste destourien (PSD).

[4]. Écrivain algérien.

[5]. N. Ben Khedder fait référence ici au PCF.

[6]. Ancien cadre du FLN et animateur de la revue « intellectuelle » Révolution africaine. Aujourd'hui, historien

et auteur de nombreux livres sur la guerre d'Algérie.

[7]. Élu secrétaire général de l'UGET en 1962.

[8]. Actuellement dirigeant du parti d'opposition légale, le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL).

[9]. Membre du gouvernement, représentant du courant socialiste du Néo-Destour.

[10]. Gilbert Naccache est issu d'une famille juive tunisienne.

[11]. Détournement de la légende du « Combattant suprême ».

[12]. Cf. entretien dans ce même volume avec Mohamed Ben Smaïl, ancien rédacteur en chef de L'Action puis d'Afrique Action.

[13]. Le Travailleur tunisien, publication créée en 1967 qui deviendra plus tard le nom d'un groupe politique issu de Perspectives mais démarqué de ses fondateurs.

Bonus Rating: Interesting Insightful

(0 comments) ([Click here to add a comment](#)) (1 Referral)

Stardock Corporation

Services: [The Scoring System](#) | [Links](#) | [More Stats](#) | [Join the mailing list!](#)



[Stardock](#) | [GalCiv](#) | [WinCustomize](#) | [TextBanners](#) | [TotalGaming.Net](#)

[Contact us](#) | [How to advertise](#)

Copyright ©1995-2003 Stardock.net [Privacy policy](#) and [terms of use](#)



Réalités 18-04-2002

Noureddine Ben Kheder: Je déplore le silence de l'intellectuel

Noureddine Ben Kheder n'est pas uniquement l'éditeur connu et reconnu, il est aussi un intellectuel qui porte un regard critique sur son époque.

A la veille de la Foire international du Livre, Réalités l'a rencontré pour vous.

Comment définissez-vous le cadre socio-historique dans lequel prennent forme les projets de l'écriture et se déploie l'imaginaire créatif ?

Volontiers. Mais cette question est un vaste programme qui nécessite plus d'un entretien, et plus d'intervenants.

Cependant, si vous le voulez bien, je peux faire au moins trois petites réflexions.

D'abord, l'idée que nous avons de la Tunisie depuis plus de deux siècles est qu'il s'agit d'un pays stable qui parvient, grâce à un esprit de civisme assez développé, à édifier autour d'un consensus fortement ancré, le principe de l'unité nationale. Cela remonte à un passé lointain. C'est pourquoi on ne peut pas dire que l'unité nationale soit l'oeuvre de l'indépendance. Autant le pays doit beaucoup à Bourguiba (adoption du Code du Statut Personnel, abolition de la monarchie ou contrôle des naissances la démocratisation de l'enseignement?) autant Bourguiba doit beaucoup à la Tunisie, car il a trouvé devant lui un peuple qui avait une haute idée du patriotisme fondé sur la tolérance, l'ouverture, le civisme et surtout sur ce que je pourrais appeler une négociation intelligente et responsable avec les exigences immédiates de l'Histoire. Mais Bourguiba (et nous devons faire objectivement le bilan de "son règne") avait rompu, en quelconque sorte, le contrat qu'il avait avec le peuple. D'où les dévoiements que les historiens ont la compétence de cerner et d'analyser mieux que moi.

La deuxième idée concerne la question de l'identité tunisienne. Celle-ci, au risque de répéter ce qui a été déjà démontré à plusieurs occasions, s'est forgée au fil de l'Histoire non pas par un enfermement sur soi, mais toujours au gré d'une ouverture et d'un dialogue avec les civilisations et les cultures qui avaient sillonné la terre tunisienne. La Tunisie a été souvent l'objet de convoitises, d'invasions ou de colonialisme, en raison de son relief plat et son ouverture sur un vaste littoral. Mais c'est souvent sous l'autorité d'une puissance étrangère (les Romains ou plus tard d'autres peuples) que la Tunisie a réussi à forger son identité et à aiguïser chez le peuple le profond sentiment d'appartenir à ce pays.

Dans ce sens, tout ce que la Tunisie a adopté comme valeurs ou constituants de son identité n'a pas été le résultat d'une quelconque pression des forces dominantes. Je donnerai à ce propos quelques exemples : la langue française n'était pas une décision du colonialisme. Ahmed Bey a créé l'école polytechnique. Khereddine a favorisé la création du Collège Sadiki. L'abolition de l'esclavage n'était pas dictée par une puissance étrangère. La modernité du pays n'était donc pas le résultat d'une décision politique,

mais l'oeuvre patiente et laborieuse de plusieurs générations de ses penseurs et ses intellectuels. Ceci me conduit au troisième point de ma réflexion, à savoir le rôle et la vocation de l'intellectuel. Là, je dois remarquer que si l'intellectuel tunisien était à l'avant-garde de la pensée réformatrice, il brille aujourd'hui par son silence et sa démission. Moi qui appartiens à une génération qui a une haute idée du rôle de l'intellectuel, je déplore ce silence que rien pourtant ne doit justifier, car quel est le rôle de l'intellectuel sinon de réfléchir et de faire part de sa réflexion ? Ce que je constate aujourd'hui, c'est l'absence d'un véritable débat d'idées. Cela est d'autant plus intrigant que ce débat n'est pas un luxe pour être écarté, ni l'instrument d'une fronde ou d'une rébellion pour susciter une quelconque méfiance ou suspicion. Réfléchir, c'est affirmer sa citoyenneté.

Quelles sont, selon vous, les raisons du silence de l'intellectuel ?

Les raisons sont multiples, c'est la conséquence d'un changement important dans notre perception de la culture, dont la meilleure illustration est l'irruption de la campagne dans la ville, sans préjugé social aucun. En effet, l'intellectuel a été formé pour donner au mot toute sa force et sa vérité, l'intellectuel citadin avait aussi un autre trait : il a été souvent éduqué à côté d'une bibliothèque familiale à la maison. Ces aspects ont pratiquement disparu chez une frange non négligeable de la population habitant le milieu urbain. On confond aujourd'hui diplôme et culture. Ajoutons à cela la stratégie mûrement entretenue par Bourguiba à l'intention de la classe d'intellectuels : enfoncer ces derniers dans des considérations matérielles et des dépendances bancaires. Résultat : l'intellectuel ne peut affronter le prince, car il redoute la faillite matérielle, après avoir accepté la faillite de sa vocation. Mais cela n'est pas nouveau. Le face à face du prince et du philosophe, pour reprendre un qualificatif classique, a été toujours vécu selon un subtil rapport de force dont le contexte détermine chaque fois ou bien la clairvoyance et la sagesse du premier, ou bien l'abdication et l'allégeance du second. Effectivement, ces rapports de force ne sont pas uniformes à travers les âges. Mais il est regrettable de constater combien ils sont aujourd'hui défavorables à l'intellectuel. Nous pouvons d'ailleurs relever un paradoxe inquiétant dans les sociétés modernes. Au fur et à mesure que l'économie se développe, l'éducation se généralise, les médias franchissent les frontières, les supports de diffusion de la culture et du savoir se multiplient et se diversifient, la censure, sous ses différentes formes, directes ou indirectes, élargit son champ d'intervention. Ce qui a pour conséquence de neutraliser des vocations, dissuader des créateurs et imprimer des réflexes d'inhibition dans les esprits. Pourquoi ? parce que le Pouvoir a peur que le désordre ne s'installe ou que la violence ne trouve dans la liberté d'expression un champ propice à son émergence. Grave erreur ! Il suffit de lire les psychologues et les anthropologues pour se rendre à l'évidence que la parole est faite pour se substituer au geste violent. Freud disait

quelque chose de pertinent et d'édifiant à notre propos : le mot "merde" marque le début de la civilisation. Cela signifie que la violence physique se déplace vers une violence verbale. Ce qui est une mutation importante?

Permettre aux gens de parler, de s'exprimer, c'est une hygiène sociale qui permet précisément de conjurer la violence physique et de transformer les rapports sociaux en débats, en joutes ou même en polémiques, mais c'est toujours dans le respect de l'intégrité physique de l'autre. La liberté d'expression est devenue une nécessité d'autant plus incontournable que le monde d'aujourd'hui ne pense plus les mutations de l'Histoire en termes de révolutions, mais plutôt en termes de réformes. Faire évoluer les choses ne serait nullement le résultat d'un affrontement, mais plutôt d'une négociation. Voilà la loi de nos sociétés d'aujourd'hui. C'est pourquoi il me semble important d'insister sur le devoir de donner aux mots leur vrai sens. En Tunisie, on constate que le politique a peur d'énoncer clairement ses pensées, pour éviter qu'on lui oppose des contre-arguments politiques, des procès ou encore des procédés attentatoires à son honorabilité.

Dans ce contexte, la première victime, ce sont les mots qui sont banalisés et n'ont plus la charge étymologique ou émotionnelle canonisée par les dictionnaires ou les Académies.

Résultat : la réception ou le consommateur du discours politique ne voit plus de différence entre les mots utilisés par les intellectuels, disons indépendants ou contestataires, et ceux employés par les thuriféraires du régime, autour des thèmes comme les droits de l'homme, les droits de l'enfance ou la démocratie.

Pourtant nous relevons que le vocable "censure" est gommé du discours officiel.

Oui, mais la procédure du dépôt légal, dont la vocation initiale est de sauver la mémoire nationale, fait office d'une structure de contrôle et de censure. Certains titres restent parfois plusieurs mois avant d'obtenir le visa du dépôt légal. Si un livre porte préjudice à l'ordre social, il faut bien le dire, justifier ce refus, car je ne pense pas aujourd'hui qu'il y ait dans notre pays des Tunisiens qui acceptent la moindre dérive dans notre marche vers le progrès, la démocratie et la paix sociale. La citoyenneté que le Tunisien cherche à assumer avec un sens aigu de responsabilité lui interdit de se laisser tenter par une quelconque attirance pour le désordre. Au contraire, le bonheur de vivre, l'intérêt pour le bien-être matériel, le désir de liberté, font en sorte que le Tunisien tourne souvent le dos aux responsabilités politiques. Ceux qui revendiquent la liberté et le droit à la citoyenneté ne sont pas tentés par le pouvoir. Souvent le désir de la plupart d'entre eux, c'est de réussir dans leur travail, dans leur profession et d'être de bons vivants, de grands artistes et de grands créateurs.

Mais l'intérêt pour les choses matérielles n'est-il pas un handicap à une lucidité sociale ou politique ?

Sûrement. Cependant, il faut dire que la discussion entre les gens est une loi de la sociabilité. Vivre dans une société

conduit inmanquablement à établir un échange, un commerce verbal avec les autres. On a toujours discuté et on discutera toujours. Cependant, si dans les années 60 et 70, nos discussions portaient sur la culture, sur les dernières publications, sur les idéologies qui structuraient le monde au cours de ces décennies, aujourd'hui, hormis les quelques résurgences sporadiques dictées par l'actualité internationale (les évènements du 11 septembre ou l'escalade de la violence au Proche-Orient), on parle vulgairement de la politique, On s'accroche aux rumeurs, on colporte des supputations mesquines? comme si l'époque avait cantonné le langage dans un voile étrange de suspicion et que les mots étaient vidés de leur sens. Nos discussions aujourd'hui se font en aparté (chacun parle dans son coin), et charrient le signe d'une grave faillite : notre incapacité à établir un véritable dialogue entre nous. Un débat d'idées suppose la présence des idées, donc des valeurs, donc d'une vision du monde, une idéologie et pourquoi pas une utopie. Un débat n'existe que dans la mesure où il y a une idéologie en face d'une autre idéologie, des principes éthiques ou sociaux contre d'autres principes. En dehors de cette règle du jeu, le débat serait ou bien un insolite monologue à deux ou à plusieurs voix, ou bien une cacophonie assourdissante qui pousse les uns à énoncer des cris inintelligibles ou des sons, des onomatopées et conduit les autres à s'enfermer dans un mutisme hermétique.

Kamel Ben Ouanès

Hachem

Tel de Tunis

14/12/04

A. Ben Othman

Tu m'as précédé devant
l'hôtel de Rasat.

Sidi Bon Zid

Q et Q avec un cistère.
Simone était là

Abouedine en plus

FTCR

Plan du site

24 / 02 / 2005

Rechercher

Accueil >>

l'A.T.F. : Le Grand dirigeant de la gauche Tunisienne NOUREDDINE BEN KHEDER n'est plus !

Nous Libre circulation

Islam et laïcité

Droit de vote

Déclarations

9ème Congrès

Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives

3 rue de Nantes 75019 Paris

l'A.T.F. : Le Grand dirigeant de la gauche Tunisienne

NOUREDDINE BEN KHEDER n'est plus !

dimanche 13 février 2005.

C'est avec une grande tristesse que l'A.T.F annonce le décès du grand dirigeant de la Gauche Tunisienne des années 60/70 NOUREDDINE BEN KHEDER survenu le 10 février 2005 des suites d'une longue maladie.

Cofondateur du mouvement « Perspectives » en 1963, Nourredine BEN KHEDER fut propagandiste et grand militant du progrès, de la Justice Sociale, de la Démocratie. Il a payé son engagement par de longues années d'emprisonnement.

Tout au long de sa vie, malgré la prison, malgré la répression, NBK est resté fidèle à ses convictions et à ses idées.

Il n'a jamais épargné ses efforts pour défendre le Droit du Peuple Tunisien à accéder à la Démocratie et au Progrès Social.

Miné par la maladie, Nourredine Ben KHEDER a continué son combat jusqu'aux derniers instants de sa vie convaincu que seul le rassemblement des militants et des forces du progrès et de la démocratie peut offrir une alternative viable au peuple Tunisien.

Il a adhéré à l'Initiative Démocratique dès sa création le 13/12/2003. Sa dernière apparition sur la scène politique fut le 18/19 décembre 2004 à la Conférence Nationale organisée par l'Initiative Démocratique où il a défendu la nécessité de continuer cette dynamique unitaire et insisté le rôle de la culture dans la construction d'un pôle démocratique progressiste.

La Tunisie vient de perdre un grand homme qui a donné au pays avec beaucoup de sincérité et de modestie. Ses idées et

26 janvier: " La diversité, un plus pour un mieux vivre ensemble "

5 Articles les plus lus :

21 février 2005 :

Centenaire de la loi du 9 décembre 1905

557 visites

26 septembre 2002 :

Une parole associative dans le débat sur l'islam en France

85 visites

20 avril 2004 :

9ème congrès de la FTGR

79 visites

2 mars 2004 :

De l'immigration à la citoyenneté

66 visites

4 janvier 2005 :

Bonne Année 2005

60 visites

son exemple, ne seront pas oubliés et guideront la jeunesse tunisienne dans sa lutte pour un avenir démocratique.

L'ATF, ses militants et ses adhérents s'inclinent devant la mémoire de ce grand homme et expriment leurs sincères condoléances à son épouse Madame Aicha Ben KHEDHER, à ses enfants, à sa famille et à ses camarades.

Nourredine, notre camarade, notre ami, reposes en Paix, tu sera toujours parmi nous.

Le Bureau National de l'ATF

11 février 2005



webmaster



N@ros© 12/2004 - Spip sous licence GPL

DISPARITIONS

Nourredine Ben Khedher

Opposant au régime d'Habib Bourguiba

FIGURE de proue du mouvement contestataire, étudiantin tunisien des années 1960-1970, Nourredine Ben Khedher est mort jeudi 10 février, à Tunis, de maladie. Il était âgé de 69 ans.

Le nom de Ben Khedher est associé à celui de *Perspectives*, revue créée en 1963 à Paris, en même temps que le Groupe d'études et d'action socialiste tunisien (Géast). Hostile à toute hégémonie, qu'elle provienne du parti au pouvoir en Tunisie - le Destour -, des communistes ou des trotskistes, *Perspectives* s'était donné un credo : « *La Tunisie, et elle seule* ».

Parmi les membres fondateurs de ce mouvement aux accents marxistes, mais libertaire dans le fond : Ahmed Smaoui, Hachemi Jegham, Mohammed Charfi, Khemais Chammari.

Après plusieurs années de militantisme à Paris, au côté, notamment, de Sartre, le groupe rentre au pays. De France, il ramène une façon d'être, une « *dolce vita militante* ». Il n'a peur de personne. Le

Combattant suprême - Habib Bourguiba - est rebaptisé le « *Comédien suprême* ».

Ben Khedher et ses amis croient être dans une opposition radicale au père de l'indépendance. En réalité, ils en sont les « *enfants illégitimes* », comme le confiera Ben Khedher à Michel Camau et Vincent Geisser dans un long entretien (*Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*, éd. Khartala). S'ils critiquent le pouvoir personnel de Bourguiba et son alignement sur les Etats-Unis, ils partagent sa vision moderniste, son universalisme et sa liberté à l'égard du religieux.

Au fil des années, *Perspectives* inquiète de plus en plus le pouvoir tunisien. Mai-68 menace de franchir la Méditerranée. Vient l'heure de la reprise en main et des mauvais procès. Les « *enfants terribles* » écoppent de peines allant jusqu'à seize ans de prison.

Vient ensuite la période des « *grâces* », mais celles-ci sont aléatoires, jamais acquises. Nourredine Ben Khedher sort de prison, y retourne,

et passe au total plus de dix années de sa jeunesse derrière les barreaux.

Au bagne de Bordj Roumi, près de Bizerte, puis dans la prison civile de Tunis, il découvre « *les caves, la tonte, les uniformes, les besoins faits à même le sol* », racontera-t-il plus tard à Michel Camau. Dans cet enfer, les débats idéologiques continuent, plus virulents que jamais. Ce sont eux qui permettent de ne pas sombrer dans la folie.

Quand il sort de prison, Ben Khedher renonce à l'engagement politique et se consacre à l'édition. Il dirige les éditions Cérès à Tunis, se marie, a trois enfants. Il y a un an, il est repris par le virus du militantisme. « *Il faut trouver de nouvelles formes de lutte, plus "festives", pour mobiliser les jeunes* », répète-t-il ainsi à son ancien compagnon de prison, Tahar Ben Hassine.

Pour ce dernier, Nourredine Ben Khedher est resté jusqu'au bout « *un romantique et un rêveur* ». Un homme qui ne s'est « *jamais sclérosé* ».

Florence Beaugé

Le Monde 18 Février 2005

P 21.

Hommage à Nouredine Ben Kheder

Nouredine aimait le débat. C'était un ravissement que de tourner et retourner avec lui des arguments et des faits embrassant le monde entier.

Il savait faire goûter la richesse de la culture arabe tunisienne, du Nord au Sud, des écrits aux musiques, jusqu'à celle de l'académie de maalouf qu'il fréquentait assidûment dans les années 60 de notre rencontre.

Nouredine aimait profondément son pays. Il savait le prendre à bras le corps pour le connaître toujours mieux dans le moindre recoin. Un exemple en témoigne, pour moi, avec éclat. C'était avant le grand procès de 1968. Nouredine est arrêté et longuement interrogé à la Sûreté. Peu de temps après, dans la rue, il croise un jeune policier qui s'était occupé de lui à la Sûreté. Ils se saluent, bavardent. Le jeune policier lui dit qu'il souhaite qu'il vienne à son prochain mariage. Sans hésiter, Nouredine accepte. Voilà jusqu'où pouvait se nicher sa disponibilité, sa curiosité, son ouverture.

Jean-Paul Chabert
Mars 2005

A PROPOS D'UNE DERIVE

L'opposition tunisienne vit une recomposition sans précédent dans son histoire récente. Une profonde division est en train de cliver le paysage démocratique après l'« alliance » - plus ou moins avouée-, contractée par une grande partie de l'opposition avec le courant islamiste d'An-Nahdha.

Sans obédience partisane, mais appartenant à la famille de la gauche démocratique tunisienne, et croyant en sa pérennité comme un ferment de la culture démocratique en Tunisie, les signataires de ce texte tiennent à s'exprimer sur ce remue-ménage qui agite la gauche et toutes celles et ceux qui se réclament de la démocratie et de la laïcité en Tunisie :

1. Nous voulons, d'abord, réaffirmer que le cap d'une opposition ferme et sans ambiguïté à l'autoritarisme, à l'omnipotence du parti au pouvoir, à la privatisation rampante de l'Etat et à la corruption, doit être maintenu. C'est le seul choix pour redresser le pays, imposer le respect des droits humains, impulser une véritable démocratisation des institutions et engager la société tunisienne sur la voie de la justice sociale.

2. La liberté d'expression, la liberté d'association, l'amnistie générale et la libération de tout(es) les détenu(es) politiques, cette triple revendication est, en effet, le socle indérogeable pour toute vie démocratique future dans le pays et pour l'émergence d'une citoyenneté tunisienne véritable. C'est le sens même du combat de notre peuple pour l'émancipation nationale que le bourguibisme et ses avatars ont confisqué depuis l'Indépendance.

3. **La citoyenneté c'est l'accès de toutes et de tous à tous les droits**, pour reprendre le beau mot d'ordre de la LTDH. Toutes les Tunisiennes et tous les Tunisiens sans exclusives. La scène démocratique doit pouvoir accueillir toutes les sensibilités pour peu qu'elles acceptent la règle du jeu pluraliste et rejettent la violence et l'anathème. A cet égard, le mouvement islamiste an-Nahdha doit pouvoir jouir du droit à l'existence et à l'expression libre dans la légalité démocratique, au même titre que toutes les composantes de l'opposition non-reconnue ou à peine tolérée, et participer ainsi aux débats, à la confrontation d'idées, qui sont l'essence même de toute démocratie.

4. **Le débat démocratique est une chose, l'alliance à tout prix en est une autre**. Nous ne sommes pas convaincu(es) que l'option du « Collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés » (relayé par une structure homologue à Paris) soit opportune ni pertinente. Que le mouvement an-Nahdha dise se rallier à la règle de l'alternance pacifique et s'abstenir de toute violence, qui s'en plaindrait ? Mais, pour que ce mouvement ait sa place au sein de la famille démocratique, il faudrait qu'il renonce à son projet d'Etat islamique dont on connaît les redoutables conséquences pour la démocratie et les droits humains. Auquel cas, an-Nahdha ne serait plus vraiment un parti islamiste. Et cela se saurait.

Au moment même où il célèbre les « épousailles » avec « l'opposition sérieuse », le mouvement an-Nahdha, par la plume de ses figures les plus autorisées, continue à vouer aux gémonies tous les démocrates et tous les *'ilmaniyîn*¹ et à se vanter du recul de la si haïssable « *Ilmaniya* » face à la déferlante islamiste dans le monde musulman.

¹ Vocabulaire désignant dans le lexique islamiste les laïques et plus généralement tous ceux et toutes celles qui ne sont pas islamistes, y compris parfois les démocrates renonçant à la revendication laïque

Au moment même où il annonce sa conversion à un *fiqh* du « juste milieu » (*wasat*), il ne rate pas une occasion pour réaffirmer la fidélité aux pères fondateurs du fondamentalisme dans sa version la plus obscure.

Au moment même où il déclare son ralliement au règlement pacifique des conflits politiques, le mouvement islamiste tunisien ne renie pas son soutien aux fauteurs de guerres civiles et aux assassins de démocrates dans le monde musulman.

Au moment même où ils proclament soutenir la cause des femmes et consentir au Code du statut personnel², il continue de « promouvoir la minoration » des femmes et, à l'occasion, de prôner la polygamie sous d'autres cieux.

Bref, les islamistes tunisiens acceptent tout mais ne renoncent à rien. Il ne s'agit pas d'une tactique du double langage, comme certains le leur reprochent, mais d'une politique double qui assume les deux volets : **le démocratismes de circonstance et la fidélité à l'identité intégriste de l'islam politique.** Finement théorisée, cette politique est légitimée par « la nécessité » (*dharoura*) et par la « naturalisation » du despotisme assimilé aux catastrophes et aux famines. L'alliance contre-nature avec les « *Ilmaniyin* » apparaît ainsi pour ce qu'elle est : une démarche dérogatoire pour faire face à une situation d'exception. En dehors de cela, l'identité est sauve et le programme d'islamisation de l'Etat et de la société est intégralement maintenu.

5. Que dire, dès lors, de la précipitation avec laquelle certaines formations politiques et associatives et certaines figures indépendantes connues pour leur attachement à la laïcité et à la démocratie ont signé ce qu'il faut bien appeler un manifeste d'alliance avec le mouvement de M. Rached Ghannouchi ? Appelons cela un syndrome... de maux récents ou ataviques :

- Passons sur le pari géopolitique autour de desseins imaginés pour nous par des puissances « tutélaires » et où la donne de « l'islamisme modéré » est considérée comme incontournable. Certains membres des « collectifs » ne s'en cachent pas. Ce n'est pas une raison pour soupçonner les autres. En tout état de cause, nous n'avons pas à sonder les intentions des uns et des autres et encore moins à pointer le « recours aux puissances extérieures » comme certains ont pu fâcheusement l'insinuer.
- Sans doute faut-il rapporter cette impatience à une volonté « de faire bloc » face à l'irrédentisme et aux exactions continues du pouvoir. Là encore, malgré les embarras de certains de nos amis qui récusent le mot « alliance », la démarche est symptomatique d'un vieux travers de notre gauche : le goût de la politique sans les idées ; en l'occurrence, il serait de bonne politique de « faire nombre » quitte à gommer les frontières entre la vision séculière de la politique et le fanatisme, entre l'horizon universaliste et l'enfermement identitaire, entre la religion et la théocratie ; en un mot, entre démocratie et non-démocratie.
- Ces démocrates donnent ainsi l'impression d'être dans l'incapacité de développer **un projet alternatif et à la politique autoritaire du régime et au projet totalitaire de l'islam politique** : quand la peur de l'islam politique l'emportait, certains se sont alignés derrière le pouvoir jusqu'à fermer les yeux sur sa politique répressive et ses violations inadmissibles des droits de la personne ; aujourd'hui, face à un pouvoir qui n'a rien compris, on tend la main aux islamistes.
- Peut-être faut-il y voir aussi les survivances d'autres mauvaises habitudes : la fébrilité, l'esprit de chicane et, pourquoi ne pas le reconnaître, la persistance d'une culture peu démocratique dans le traitement des divergences au sein de la gauche elle-même. Il

² Produit de l'*ijtihad* et non du droit positif comme ils tiennent à le préciser.

est assez significatif d'entendre aujourd'hui les promesses péremptoires de débats de fond avec l'islamisme, alors que le même débat a été différé, sinon escamoté, au sein même de la gauche et de la mouvance démocratique.

- Ce qui est en cause, c'est peut-être la manière dont la gauche s'est convertie à la culture « démocratique » : le bricolage idéologique, l'occultation de la mémoire, Le mépris des intellectuels, considérés tout au plus comme des « idiots utiles », et plus généralement le divorce avec le monde de la culture... L'horizon du court terme toujours recommencé dans lequel la gauche se retrouve cantonnée, explique un peu l'alliance politicienne avec l'islam politique.

6. Débattre avec les islamistes ? Certes oui. La gauche ne peut éternellement camper sur une posture défensive. Il s'agit de faire un sort à l'insupportable procès en éradication intenté à toutes et à tous les démocrates et repris par certains de nos amis qui n'hésitent plus à annexer le registre islamiste. **On le sait, les premières défaites commencent par les mots.**

Le débat oui, car l'islam n'est pas l'islamisme et l'instrumentalisation idéologique et politique de la foi doit être récusée.

Le débat frontal est non seulement souhaitable mais nécessaire afin de redonner du sens au choix démocratique, de renouer avec les idées et les projets de société constitutifs de tout engagement à gauche. Ainsi seulement, nous pourrons contribuer à féconder une culture démocratique qui fait tellement défaut à la société civile tunisienne.

Le débat que l'on nous promet n'est pas de ce type : il postule **le consensus avant toute discussion** et finalise le débat d'emblée en nous mettant sur les rails d'on ne sait quel « pacte démocratique » avec l'islam politique. Ce débat est si mal engagé qu'il commence par exclure les composantes « récalcitrantes » de la société civile, à commencer par le mouvement féministe. **Tout se passe comme si le « dialogue » contractuel avec l'islamisme prime tout autre impératif** : la défense de la société civile et de ses acquis universalistes et laïques et, au-delà de tout, l'unité, dans la diversité, du camp de la démocratie.

7. Que l'on nous entende bien : de près ou de loin, nous avons partagé les rêves, l'aventure et jusqu'aux déboires de la gauche tunisienne. Notre exigence procède de cet attachement. Nos inquiétudes aussi.

Premier(e)s signataires :

Hichem Abdessamad, chercheur en science politique

Hafedh Affes, enseignant, militant associatif

Najoua Agrebi, avocate

Noureddine Baâboura, juriste

Maher Baccouche, Gérant d'entreprise

Nejib Baccouchi, doctorant en philosophie

Mohamed Ben Henda, Comité des Tunisiens en Suisse (CTS)

Jalloul Ben Hmida, Rédacteur en chef de N@ros, membre du Comité pour le respect des droits de l'homme et des libertés en Tunisie (CRLDHT)

Abdelatif Ben Salem, traducteur

Hajer Bouden, universitaire

Nadia Chaâbane, féministe, militante associative

Fethia Chaari, membre de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)

Fatma Cherif, assistante cinéma

Mohamed Cherif Ferjani, professeur de science politique à Lyon 2

Mirfet Fekih, enseignante

Jawhar Fekih, militant associatif

Mourad Gadhouni, militant associatif

Omar Gasmi, juriste

Chedlia Hammadi, éducatrice, militante associative

Sonia Hamza, fonctionnaire

Habib Jalouali, gérant d'entreprise

Anouar Kanzari, étudiant

Mohamed Mansar, militant associatif

Rym M'hadhebi, membre de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)

Ibrahim Nsiri, chercheur en communication

Fawzi Ouerghi, président du Cercle des citoyens des deux rives (Marseille)

Ramzi Oueslati, Formateur, membre du Comité pour respect des droits de l'homme et des libertés en Tunisie (CRLDHT)

Mouldi Sabri, avocat

Chedli Zaydi, avocat

Meriem Zeguidi, étudiante, militante de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)

Jean-Paul Chabert

De: hichem2 [hichem.abdessamad@wanadoo.fr]

Envoyé: dimanche 5 mars 2006 18:37

À: sarra abichou; zekri houda; zeghidi salah; yadh benachour; souhaila kammoun; Sihem BenSedrine; sami Bargaoui; said bouziri; Safia Farhat; rim; Ramzi oueslati; O.; Nejb Baccouchi; nadia omrane; mongia hadhfi; moh. salah fliss; Khemais CHAMMARI; insaf machta; hamadi redissi; Hajer; Hafedh AFFES; Hachemi Ben Frej; gadhoumi_med@yahoo.fr; fekih_jaouhar@yahoo.fr; Fathi BHY; diem-association@wanadoo.fr; cherif; cherbib@free.fr; ben achour sana; Azouz Nabil; ATFD1

Objet: Texte contre l'alliance avec les islamistes

Bonjour à toutes et à tous

Ce texte est l'initiative d'un groupe de Tunisiens résidant à l'étranger en France en réaction à la mise en place du "Collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés" et de la structure similaire dupliquée à Paris. Il est soumis à votre lecture et éventuellement à votre adhésion.

Pour toute proposition de signature vous pouvez l'envoyer à la boîte aux lettres suivantes :

noconsensus@yahoo.fr

Merci

07/03/2006

Jean-Paul Chabert

De: Ben Frej Hechmi [hmifrej@yahoo.fr]

Envoyé: mardi 29 mars 2005 17:51

À: abenba; Amnesty; Fethi Bel Hadj Yahia; habib belaid; Jean-Paul Chabert; larbi CHOUIHA; ftcr2@wanadoo.fr; Samia Attia Galand; initiativedemocratique2004; Hechmi Jegham; Ahmed Karaoud; lucette.valensi@ehess.fr; Gérard Maarek; Mohamed SADDEM; Sandrine Robert; Simone Othmani; naccache slim

Objet: article du 29/03/05 paru sur le journal quotidien "Le Temps"

Bonjour,

Veuillez trouver ci-joint un article écrit par un vieux compagnon de Nouredine Fatah Thabet (du sud), paru ce jour sur le journal quotidien "Le Temps": pour vous faire une idée sur la cérémonie du 25 mars à l'espace culturel El-Téâtre -à Tunis, organisée en Hommage à Nouredine Ben Khédher à l'occasion du quarantième jour.

Merci et salutations.

Hechmi

Ben Khédher in memoriam

Le rêve éternel

Bien avant quinze heures, El Téâtre était déjà plein à craquer, les allées chargées, et le flux des arrivants continuait. Juste une cérémonie du souvenir, sans plus, pour Nouredine Ben Khedher. Non pas pour ronronner de façon monotone les qualités du militant dans des silences pesants, des trémolos pleurnichards, mais des témoignages sur du vécu: une rencontre un jour, une scène de son quotidien. Juste des mots pour dire. Une cérémonie où la poésie, le chant, le théâtre, la musique étaient les expressions choisies par tous ceux qui voulaient lui rendre hommage, conformément à sa vision « **de la centralité de la culture dans l'œuvre du développement** ».

D'abord son épouse, Aïcha, a rappelé avec beaucoup d'émotion contenue et de dignité, les moments partagés, sa boulimie pour les vieux livres et revues qu'il allait pêcher dans la vieille médina, ses subites passions pour les collections de tableaux, « toutes ces croûtes » aimait-il à dire, sa constante attention pour inculquer à ses enfants une culture musicale dans le progrès social du pays.

Projection d'un court métrage ensuite, film réalisé par Ali Saïdane, évoquant quelques moments de la biographie de Nouredine, faisant surtout état de ses interventions et son leit-motiv sur la culture, aussi bien dans des entretiens privés que dans sa dernière apparition à « l'Initiative Démocratique ».

Puis, cités dans le désordre, les gens du théâtre, Raja Ben Ammar, Ahmed Snoussi, Jalila Baccar ont lu, chacun à sa façon, sa diction, des poèmes si évocateurs de Nouredine, et rappeler « son amour de la poésie » dit Amel Smaoui.

Pêle-mêle, des voix de partout pour chanter Cheïkh Liman, entre autres. Amel Hamrouni, Khémaïs Bahri, Jamel Guella, pour interpréter « Ya Bahia » et « Hallou El

Marakeb », les préférées de Noureddine. Et cette inattendue jeune Amel Mathlouthi, allure de nymphe, l'assurance et la voix de Joan Baez, venue rendre hommage à Ben Khedher, avec une façon si personnelle d'interpréter Marcel Khalifa.

Et en tableau final, Amel, Khémais, Jamel auxquels s'est joint Ali Saïdane auteur du texte chantent « Fi guélbi Gh'naïya ». Un poème construit sur les rythmes de ces chants populaires, les vrais, si connus de Ali. Des résonances de Gasba simple des voix et cet accent inné pour prononcer le « gue » si particulier aux gens du sud et leur façon de prolonger les sons « i » à l'infini : une mélodie vibrante, qui a donné des frissons à tous. Amel a pleuré et raccroché le téléphone lorsque Ali lui avait proposé et lu le texte la première fois, juste quelques jours après le décès de Noureddine.

Une cérémonie d'hymne à l'Art. Noureddine rassemble ceux qui, comme lui, pensent à ce rêve éternel des lendemains meilleurs, à des perspectives de lumières.

Fatah THABET

Découvrez le nouveau Yahoo! Mail : **250 Mo d'espace** de stockage pour vos mails !
[Créez votre Yahoo! Mail](#)